



Sommaire

Comment peut-on
lutter contre le
financement de
Daesh ? 2

Comment Daech
empoche 3 milliards
par an 4

Renseignement financier et lutte
contre le blanchiment sont-ils
l'avenir de la guerre contre le
terrorisme ?



Tracfin est l'agence française de renseignement financier et de lutte contre le blanchiment. Elle est liée au ministère de l'Economie et des Finances et collabore étroitement avec ses homologues étrangers.

Les révélations sur la fortune supposée de Daesh – dont les revenus tirés du pétrole

syrien représenteraient environ 1,5 millions de dollars par jour – ont relancé le débat sur le financement des groupes terroristes et les circuits de blanchiment internationaux. Si les puissances occidentales se sont dotées d'un arsenal législatif et institutionnel pour combattre ces financements occultes, force est de constater que les groupes terroristes continuent de trouver des accès au « nerf de la guerre » pour alimenter leurs activités, au nez et à la barbe des régulateurs. Mais dans une économie financière mondialisée, l'assèchement des circuits de blanchiment internationaux est-il possible ? Le démantèlement de ces réseaux à l'échelle mondiale pourrait constituer un élément clef de la guerre contre le terrorisme du XXIème siècle.

Selon l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, le blanchiment d'argent concernerait des sommes voisines de 1600 milliards de dollars par an, soit 2,7% du PIB mondial en 2009. La totalité de cet argent ne va pas alimenter uniquement les organisations terroristes internationales mais aussi des réseaux mafieux et criminels non classés comme tels par la communauté internationale.

Cette pratique est ancienne et a donné lieu à de retentissants scandales impliquant des acteurs financiers de premier plan : ce fut le cas de Banco Ambrosiano, une banque liée au Vatican, accusée de blanchir l'argent des Contras du Nicaragua et du syndicat polonais Solidarnosc jusqu'à sa faillite en 1982, de la chambre de compensation Clearstream, ou encore de nombreuses banques pakistanaises chargées de faire parvenir l'« impôt islamique » collecté à travers le monde aux combattants talibans. Plus récemment, des organisations comme Boko Haram au

Nigeria, les FARC en Colombie ou l'Etat Islamique et Al Qaeda au Moyen-Orient ont bénéficié de ces réseaux mondiaux qui s'appuient sur des complicités locales et un archipel mondial de paradis fiscaux bien intégrés.

Devant le phénomène de mondialisation du crime organisé – qui est avant tout financière – les gouvernements et institutions internationales ont pris des mesures pour « lutter à la source » contre le terrorisme.

Au niveau national, cela s'est traduit par la création d'agences étatiques comme Tracfin (Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers clandestins) en France, liée au Ministère de l'Economie, ou encore l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) aux Etats-Unis. Au niveau international, la coopération entre ces agences et le partage d'information a été érigé en priorité : par exemple, le groupe Egmont est un forum de coopération entre les cellules de renseignements financiers de plusieurs pays. Le G7 a créé en 1989 le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), un organisme intergouvernemental dont le but est de développer et de promouvoir une réponse internationale pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Enfin, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, créé en 1997 et basé à Vienne, fut la réponse onusienne à cette problématique des réseaux internationaux finançant le crime organisé. Cette multiplication des organismes gouvernementaux ou intergouvernementaux montre que la question du financement du terrorisme est prise très au sérieux par la communauté internationale. Cependant, les blocages

politiques à la coopération des paradis fiscaux pour plus de transparence financière sont un des éléments qui handicapent sérieusement le tarissement des flux mondiaux de capitaux illicites.

Source

Comment peut-on lutter contre le financement de Daesh ?

A l'heure où les pays de la coalition commencent à vraiment se rapprocher pour détruire Daesh par la force militaire, de nombreux experts jugent qu'il serait tout aussi important de frapper et d'anéantir les moyens de financement de l'organisation terroriste la plus riche du monde. Décryptage de Valérie Marcel, spécialiste du pétrole au sein du think tank Chatham House.

“Les milliards de Daesh”. Libération en a fait sa une ce vendredi 20 novembre, Newsweek et Reuters y ont consacré une enquête l'année dernière et l'OCDE produit régulièrement de longs rapports à ce sujet, dont le dernier à été présenté ce mois-ci au G20, en Turquie.

Pourtant, si la majorité des experts sont d'accord sur un budget actuel de 2,9 milliards de dollars, la diversification financière de l'Etat islamique (pétrole et gaz naturel mais aussi agriculture, impôts, trafic de drogue et d'armes, contrebande d'antiquités, pillage de banques et kidnapping) et la quasi-autarcie économique dans laquelle évolue le groupe terroriste rend très difficile le calcul de ses financements.

Spécialiste du commerce du pétrole au sein du think tank Chatham House et auteur de Oil Titans, Valérie Marcel décrypte les finances obscures de Daesh les moyens à mettre en œuvre pour les anéantir.

Pourquoi voit-on autant beaucoup de chiffres contradictoires circuler dans les rapports d'experts, d'organisations ou dans les médias ?

Valérie Marcel – Je pense que les plus prudents ne donneraient pas une réponse

précise sur la production du groupe ni sur ses revenus, parce que la gamme d'estimation de la production, des sources de financement, des revenus du groupe montrent que l'on n'en sait pas grand-chose, en fait. C'est un groupe qui opère presque en autarcie au niveau de ses transactions financières et même, aujourd'hui, de la production et de la vente du pétrole. Ils ne sont pas imbriqués dans des systèmes mondialisés. Ils existent un peu à l'extérieur, dans une bulle, et donc on ne sait pas exactement les ressources qu'ils arrivent à produire.

Le problème, c'est que, une fois qu'on a la production du nombre de barils estimés du groupe, beaucoup de gens font un genre de calcul très approximatif, une multiplication très rudimentaire : nombre de barils X prix de vente moyen = revenus du pétrole. Alors qu'en fait, une grande partie de leur production est raffinée, et est donc vendue sous forme d'essence. Donc ces calculs-là ne fonctionnent pas parce que le brut et l'essence, c'est très différent.

Certaines études, comme celle de Reuters, affirment que Daesh vend son pétrole en-dessous du prix du marché alors que Matthieu Auzanneau, auteur d'Or noir. La grande histoire du pétrole (La Découverte, 2015) affirme à Reporterre que “le prix varie entre 25 et 40 dollars le baril, ce qui est moins cher que le baril de Brent mais correspond aux prix du marché dans la région”. Quel est votre constat ?

On a des informations très contradictoires sur le prix de vente. Le Financial Times a fait une grosse enquête il y a un mois appelée “Inside ISIS Inc.” : ils indiquait le prix du baril vendu à 45 dollars. Ils expliquaient ce prix en disant que c'était parce qu'il y avait une longue file de camions qui attendaient de recevoir du brut, et la demande était si forte qu'ils pouvaient demander un prix plus élevé.

Je pense qu'il y a quelque chose de vrai là-dedans, c'est que c'est un marché captif, donc les industries, les automobilistes, tout le monde a vraiment besoin d'énergie. Le

groupe contrôle un territoire avec une population de 6 à 8 millions de personnes et ces gens-là doivent chauffer leurs maisons, chauffer leur nourriture, faire rouler leurs voitures et leur camions. Ils ont besoin d'essence, de fioul et de différents produits de cet ordre-là. Ils n'ont pas le choix, ils ne peuvent pas importer du pétrole de Turquie ou d'ailleurs, donc ils se mettent en file pour attendre d'être pourvus en essence. Et c'est un marché qui est un peu en autarcie, donc il n'a aucune connexion avec le prix international du pétrole brut. Le prix se forme de manière autonome, pas en relation avec le marché international.

Avez-vous une idée du nombre de puits de pétrole contrôlés par Daesh en Syrie et en Irak ?

Je pense qu'ils en ont à peu près 10. Je n'ai pas devant moi la liste. Ils contrôlent la majorité du pétrole syrien mais en Irak, ce qu'ils contrôlent est une infime partie de la production irakienne – peut-être 10 000 barils par jour. En Irak, c'est très peu.

Ca correspond à combien de barils par jour au total ?

Il y a une capacité théorique de production qui serait plus élevée, mais on pense que la production effective doit beaucoup fluctuer entre 20 000 et 45 000 barils par jour.

Les compagnies pétrolières qui contrôlaient ces puits avant l'arrivée de l'Etat islamique ont-elles toutes complètement quitté le territoire ?

Oui, mais il y a des employés de la compagnie nationale irakienne qui sont encore probablement sur les champs de pétrole que Daesh contrôle. En fait, ils ont perdu la plupart des puits en Irak, mais on a entendu que certains employés étaient restés quand les puits avaient été conquis. pour des raisons très variées : parfois pour l'argent, parfois par contrainte, parfois par souci de continuer à protéger le champ de pétrole.

Matthieu Auzanneau affirme aussi, dans une interview au site Novethic, que ces ressources en pétrole étaient en train de se tarir. Est-ce une donnée confirmée ?

Ce sont des champs pétroliers en phase tertiaire de développement, c'est-à-dire qu'il faut injecter du dioxyde de carbone ou de l'eau pour maintenir la pression de l'extraction. Ce sont des champs dans lesquels le pétrole est plus délicat et plus compliqué à produire. Donc s'ils sont mal exploités, le potentiel de pétrole maximum ne pourra pas être extrait. C'est ce qu'on appelle la Récupération assistée du pétrole (RAP). Il faudra donc des efforts additionnels, extraordinaires pour extraire le pétrole du réservoir. C'est un travail plus délicat, plus technique et qui augmente les coûts de production.

Mais en général, le groupe a été beaucoup plus compétent techniquement que ce qu'on avait imaginé. On pense qu'ils ont même réussi à augmenter la production sur certains puits au-delà de ce qu'on pensait qu'ils pourraient faire. Mais ce n'est pas nécessairement un signe de réussite technique, parce que ça peut signifier qu'ils ont trop poussé la production et que davantage de pétrole restera sous terre. On peut augmenter la production à court terme, mais ça veut dire qu'au final il y a moins de pétrole qui sera extrait du réservoir. On y perd sur le long terme.

Daesh perd-il de plus en plus de puits en Irak ou est-ce fluctuant au gré des conquêtes ?

C'est vrai qu'il y a eu quelques aller-retour mais le groupe est quand même repoussé dans son territoire par les forces kurdes et irakiennes dans le nord. Les Irakiens ont repris une raffinerie très importante pour le pays, qui fournissait un-tiers des besoins en produit raffinés de l'Irak avant qu'elle soit détruite par les conquêtes et reconquêtes. Mais en général, je pense qu'ils sont un peu refoulés en Irak.

Les raffineries mobiles ont été détruites il y a un an, dans la première phase de frappes

aériennes, en septembre et octobre dernier. Ces attaques ont vraiment handicapé la capacité du groupe parce que, d'un coup, ils n'avaient plus aucune capacité de raffinage. Et le brut, si on ne peut pas le raffiner si on ne peut pas facilement l'exporter, ça ne sert à rien. Et en même temps, la Turquie a commencé à fermer les frontières, à empêcher le trafic du brut.

Avec les attaques aériennes, on détruit les installations, ça va certes prendre plusieurs mois pour les reconstruire et redémarrer la production pétrolière ou le trafic, mais il y a encore les taxes, les péages, l'extorsion, les rançons.

Les études datant de 2014 et du début de l'année 2015 évoquent le cas de beaucoup de fonctionnaires irakiens taxés à 50% sur leurs salaires par Daesh alors qu'ils sont encore payés par Baghdad. Cela ne pose-t-il pas problème ?

D'après ce que j'ai lu, le gouvernement a arrêté de payer ces salaires-là. Je pense qu'ils ont dû avoir la pression d'autres pays.

Certains spécialistes affirment également que détruire les puits de pétrole va aussi, à terme, appauvrir la région et les populations...

Quand les gens, dans la région, n'auront plus aucune forme d'énergie accessible, ils vont souffrir parce qu'ils ne pourront plus chauffer leur maison, ils ne pourront plus faire rouler les voitures et les camions. Donc c'est certain que ça va rendre la vie plus dure pour les populations dans le territoire qu'ils contrôlent.

Je pense que ce qui est essentiel, c'est une reprise des territoires avec une alternative de gouvernance. C'est très important, parce que les frappes aériennes ne vont pas permettre d'obtenir des résultats à long terme.

Dans la mesure où le groupe continue à fournir de l'énergie, il aura plus de soutien aussi, donc il est vrai que c'est difficile de continuer à les laisser générer des revenus

et faire fonctionner leur machine de guerre par l'accès à l'essence. C'est un dilemme pour la coalition. On ne veut pas aliéner les populations et les faire souffrir et en même temps on veut vraiment frapper sur la capacité qu'ils ont à faire vivre les villes qu'ils contrôlent et à apparaître comme un Etat fonctionnel et légitime qui est capable de subvenir aux besoins énergétiques de la population.

Jean-Luc Mélenchon se demande si l'Europe n'achèterait pas le pétrole de Daesh. A-t-on des informations sur la trajectoire du pétrole vendu par le groupe en-dehors de leur territoire et de la Turquie ?

Non, il n'y en a pas. Je pense qu'au sommet de sa production, Daesh extrayait à peu près 80 000 barils par jour. Ce sont des tous petits volumes en comparaison avec ce qui se produit dans la région et donc c'est perdu dans la consommation régionale. Ce brut-là, il doit être acheminé à une raffinerie et vendu localement, il ne rentre pas dans des réseaux d'exportation officiels. Dans la plupart des cas, les compagnies nationales de la région contrôlent l'exportation et organisent l'exportation d'un navire pétrolier avec un million de baril, pas 6 000 barils seulement.

Dans les études sur le financement par le pétrole, on parle beaucoup du programme de l'ONU "Oil For Food", c'est quoi ?

C'était à l'époque de Sadam Hussein, quand on a permis à son régime de revendre son pétrole contre des importations de nourriture.

Ce genre de programme ne pourrait plus être utilisé aujourd'hui avec Daesh ?

Non, je n'ai pas entendu parlé de ressortir ce programme-là pour Daesh. Et de toute façon, on ne le referait certainement pas. De toute façon, ils n'ont pas assez de production. En parlant de 2 000 dollars de pétrole par jour, les gens se sont imaginés que c'était de gros moyens de financement. C'est important pour le groupe, mais ce ne l'est pas au niveau de la

quantité de pétrole. D'ailleurs, c'est important pour le groupe surtout pour ce qu'ils peuvent faire avec le pétrole. Je pense que c'est moins une question de génération d'argent et plus une question de génération d'énergie et donc de contrôle sur la population.

Pour mener à bien tous ses trafics, l'Etat islamique utilise des canaux anciens, qui existaient déjà dans la région avec que le groupe y soit implanté. Pourquoi ne peut-on pas mieux contrôler ces canaux ?

Il y a des réseaux de contrebandes qui existent depuis longtemps dans la région car il y a plein de pays qui ont été sous sanction – l'Iran, l'Irak pendant longtemps, les Kurdes n'ont pas le droit d'exporter donc le font sur le marché noir. Dans l'impossibilité d'exporter sur le marché légitime, on a plein de baril à vendre et on les fait passer à des intermédiaires. Il y a des réseaux d'intermédiaires qui permettent de passer à côté du réseau légitime et ils sont bien installés et gérés par de vrais professionnels.

Au G20, les chefs d'Etat ont annoncé la création d'une commission spéciale chargée de lutter contre le financement de Daesh. Quel est le champ d'action des pays de la coalition dans ce domaine ?

Je pense que ce genre de trafics – les importations de produits manufacturés et les exportations toutes sortes de choses de sur le marché noir – passent par la Turquie. Donc, obtenir le soutien de la Turquie est essentiel pour contrôler les frontières.

Ensuite, il faut reprendre le territoire, car si on laisse des territoires dans les mains de Daesh, ils vont générer des revenus par les taxes, les extorsions, le vol, les rançons, les douanes, les paiements pour chaque transaction qui se déroule dans leurs frontières. Donc, plus ils font de conquêtes territoriales, plus ils peuvent voler des choses et les revendre. [SOURCE](#)

Comment Daech empoche 3 milliards par an

Le 16 novembre dernier, les membres du G20 rassemblés à Antalya, en Turquie, ont affirmé leur détermination à lutter contre la menace djihadiste, notamment en ciblant «les canaux de financement du terrorisme».

Cette stratégie découle du constat que la puissance du groupe armé Etat islamique, Daech en arabe, repose sur une richesse jamais vue auparavant dans une organisation terroriste. En multipliant ses sources de financement, en pillant les richesses locales et en exploitant le marché noir pour brouiller ses pistes, Daech se révèle être une institution minutieusement organisée dont les revenus annuels sont estimés entre un et trois milliards de dollars américains par an. À ces recettes s'ajoute le patrimoine qu'elle s'est approprié par la force, estimé à 2 260 milliards de dollars.

Voici comment le groupe terroriste parvient à enrichir ses coffres.

1. Les extorsions, principales sources de financement de Daech

La taxation des populations locales et le pillage systématique de leurs biens sont devenus la première source de financement de l'organisation. Les taxes à elles seules généreraient au moins 360 millions de dollars par an, selon un rapport Thompson Reuters Accelus codirigé par Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme. Daech impose toutes les activités: les pharmacies paient des taxes pour pouvoir délivrer des médicaments, les vendeurs pour faire acheminer leurs marchandises, les citoyens pour assurer leur protection, les non-musulmans pour «expier leurs péchés»... Certains migrants ayant fui le califat disent même avoir payé jusqu'à 8 000 dollars pour rejoindre la Turquie, révèle un article du Middle East Eye.

L'organisation a aussi pillé des propriétés du gouvernement, des bases militaires et des banques. Elle se serait notamment emparée d'un butin d'au moins 400 millions de dollars en volant la banque centrale de Mossoul, en juin 2014.

Les rançons perçues en échange de la libération d'otages auraient rapporté entre 20 et 40 millions de dollars aux djihadistes en 2014. En mars 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a recommandé aux gouvernements de ne plus payer les rançons qui encouragent l'organisation à perpétrer des enlèvements. Nul doute cependant que des sommes sont toujours versées, notamment par les familles des otages et des sociétés d'assurance.

2. Le pétrole, cible stratégique des frappes de la coalition internationale

«Le pétrole est l'or noir qui finance le drapeau noir du groupe armé Etat islamique», déclarait le Financial Time, en octobre dernier. En 2014, son exploitation aurait rapporté jusqu'à deux millions de dollars par jour à Daech, qui détient 60 % des capacités de sa production en Syrie et 10 % en Irak, soit une dizaine de champs pétrolifères au total.

Une partie du pétrole récolté est raffinée sur place grâce à des installations mobiles – la plupart des raffineries du territoire ayant été bombardées par la coalition – pour l'usage des terroristes et pour approvisionner les populations locales, comme l'explique le docteur en économie Christian Chavagneux dans le magazine français Alternatives économiques. Le reste est acheminé brut par camions, principalement à la frontière turco-syrienne, où il est vendu à des contrebandiers pour environ 20 % du prix du marché. Une partie serait aussi vendue en Syrie.

Ce commerce aurait généré environ 800 millions de dollars en 2014, selon Le Monde, mais son rendement s'amenuise à cause de la chute de la valeur du baril à l'international et des bombardements de la coalition visant à détruire les

infrastructures pétrolières de Daech. Les recettes sont actuellement estimées entre 200 et 300 millions de dollars par an.

3. Céréales, gaz, phosphate... d'autres ressources à disposition

Les frontières poreuses de Daech avec les pays limitrophes, notamment la Turquie, lui permettent de vendre ses ressources à des contrebandiers en échange d'argent comptant. La marchandise est ensuite discrètement mêlée à d'autres stocks de provenance légale, et intègre le marché mondial.

Parmi les exportations, les céréales rapporteraient 200 millions de dollars par an à l'organisation. Elles proviennent en majeure partie des terres fertiles du nord de l'Irak et du nord-est de la Syrie, considérées comme les «greniers à céréales» de la région. Daech a aussi le contrôle des trois quarts de la production de coton en Syrie, qui en était un grand exportateur avant la guerre. Le spécialiste du terrorisme Jean-Jacques Brisard rappelle cependant, dans un article du Figaro, que la traite du coton ne rapporte pas plus de 10 millions de dollars par an aux djihadistes, soit à peine 1 % de leurs recettes.

Daech possède d'importantes réserves de gaz, de ciment et de phosphate. Ces ressources pourraient rapporter gros à l'organisation, à condition qu'elle parvienne à les exploiter de façon rentable malgré le coût de l'acheminement.

4. D'autres pratiques mafieuses

Les djihadistes ont établi un commerce d'esclaves sexuelles en légitimant le viol des femmes issues de minorités religieuses, notamment les yézidiennes. Une enquête du New York Times, parue en août 2015, révèle qu'au moins 5 270 yézidiennes ont été kidnappées depuis août 2014. Ces otages sont vendues aux fantassins de l'organisation ou à des civils locaux selon une grille tarifaire. Les prix vont de 215 \$ pour une fillette à 50 \$ pour une femme ayant passé la quarantaine.

Le trafic d'antiquités aurait en outre rapporté au moins 100 millions de dollars au califat autoproclamé, soutient l'ambassadeur de l'ONU en Irak, Mohammed Alhakim.

Ces pièces pillées sur les sites archéologiques, dans les musées ou chez les collectionneurs privés sont vendues dans les pays voisins (Turquie, Jordanie, Liban), puis introduites en Europe en falsifiant leur certificat d'authenticité. Début 2015, le Washington Post rapportait qu'une centaine d'artéfacts syriens pillés ont été retrouvés en Angleterre, dans des galeries d'art ou chez des antiquaires.

De récentes enquêtes s'intéressent aussi aux rendements que Daech pourrait tirer du trafic de drogue, plus précisément du captagon, qui inonde le Moyen-Orient. À l'émission Désautels le dimanche sur ICI Radio-Canada Première, le correspondant sur place Julien Fouchet affirme que cette drogue dérivée des amphétamines est une source de revenus pour l'organisation.

Il raconte qu'à l'origine fabriqué en Europe de l'Est, le captagon avait étendu son marché autour de la Jordanie avant de se relocaliser progressivement en Syrie, depuis 2011. Dès lors, les saisies effectuées par les autorités locales auraient été multipliées par six. Ces pilules seraient consommées par les combattants des différents fronts de la guerre syrienne (armées rebelles, armée du régime, Jahbat al-Nosra, Daech) pour annihiler la peur et la fatigue durant les combats, mais aussi exportées vers les pays du Golfe, où elles sont vendues à un prix 15 fois supérieur à leur coût de fabrication.

Il reste aujourd'hui très difficile de déterminer les investissements du groupe armé dans ce trafic estimé à un milliard de dollars et de connaître la part des bénéficiaires dont il profite. [SOURCE](#)

CTRF-Immeuble Ahmed FRANCIS,
16306 Ben aknoun-ALGER

www.mf-ctrf.gov.dz/

Tel : 021 59 53 10

Fax : 021 59 52 96